ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 13 février 2019 — N° 13
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Marcel R. Plamondon, Portneuf salue l'implication de ce grand homme.*

- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Hommage aux fondateurs du Carrefour de l'Espoir, Mme Huguette Ouellet et MM. Jean-Hugues Ouellet et Marcel Bradley, pour 30 années d'implication bénévole.*

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *60e anniversaire de la municipalité de Lac-Delage.*

- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Raymond Laurent dans le cadre de la Journée mondiale de la radio.*

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Les ambassadeurs de la persévérance scolaire dans Masson.*

- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *Jour de la marmotte de Val-d'Espoir.*

- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Deux citoyennes en or.*

- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Lucia Kowaluk.*

- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Je Réussis.*

- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Programme de formation MOUV, reconnaissance aux parents persévérants.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 1
Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2018**

2) Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **5 décembre 2018**

3) Projet de loi n° 3
Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire
Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019
Reprise du débat ajourné le **12 février 2019**

4) Projet de loi n° 8
Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **6 février 2019**

5) Projet de loi n° 9
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **7 février 2019**

6) Projet de loi n° 10
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **12 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

7) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

8) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

9) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

10) 12 février 2019
Motion de la députée de Saint-Henri–Sainte-Anne :

> QUE l'Assemblée nationale prenne acte des propos du premier ministre du Québec tenus le 29 janvier dernier à l'effet que les 18 000 dossiers d'immigration seraient traités selon les anciennes règles;
>
> QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de respecter l'engagement du premier ministre et de revoir la décision du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion visant à annuler les 18 000 dossiers d'immigration déjà ouverts.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de La Pinière au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : *La demande irresponsable du président du Conseil du trésor de compressions budgétaires pour financer les promesses électorales du gouvernement caquiste alors qu'il y a d'importants surplus budgétaires* (avis donné le 7 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 1,** Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 5 février 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2,** Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 7 février 2019).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites *paraissent*
au Feuilleton du mercredi

4) M. LeBel (Rimouski) – **7 décembre 2018**
À la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants

Le Regroupement québécois des résidences pour aînés estime que près de 4000 résidences pour personnes âgées ont fermé leurs portes, et ce, en moins de 3 ans. Depuis quelques semaines, on constate d'ailleurs que le nombre de ces résidences qui annoncent la fermeture prochaine de leurs portes ne cesse d'augmenter. Le problème : les propriétaires exigent le départ imminent des résidents, ne leur laissant que quelques jours – voire que quelques heures – pour quitter et se trouver un nouveau logis. Pour ces personnes, souvent vulnérables ou en perte d'autonomie, les démarches associées à une plainte sont considérables; celles associées à un déménagement expéditif le sont encore plus.

Il existe des règles qui ne sont visiblement pas respectées. Selon l'article 346.0.17.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, « l'exploitant d'une résidence privée pour aînés qui désire cesser ses activités […] doit donner un préavis d'au moins six mois […] à l'agence concernée », soit un Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS). Lorsque ce délai n'est pas respecté, l'exploitant commet une infraction au sens de la loi et est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 9600 $. Or, ces amendes sont rarement infligées puisque la fermeture de la résidence entraîne nécessairement la fin de l'existence de l'entreprise privée. Ainsi, personne ne « paye le prix ».

En mai dernier, alors qu'il faisait partie de l'opposition, le député de Beauce-Sud s'était vertement prononcé à ce sujet, disant vouloir « protéger les aînés contre les fermetures sauvages et leur permettre de vieillir dans la dignité.

Ma question est la suivante :

À la lumière de cette déclaration, le gouvernement compte-t-il modifier la loi afin de clarifier les moyens pouvant protéger les résidents et tenir les propriétaires responsables de leurs actions?

6) M. Ouellet (René-Lévesque) – **7 décembre 2018**
Au président du Conseil du trésor

Dans un article publié le 28 août 2018 dans le journal *La Presse*, le journaliste Martin Croteau a fait état de l'engagement de la Coalition Avenir Québec de couper 5000 emplois dans la fonction publique au cours d'un premier mandat. L'actuel premier ministre affirmait alors que ces 5000 fonctionnaires ne livraient aucun service à la population, donc que leurs postes étaient superflus.

La même journée, on pouvait également lire, dans un article de Caroline Plante de La Presse canadienne, que le président général du SFPQ, Christian Daigle, affirmait que l'engagement de la Coalition Avenir Québec aurait des impacts sur l'offre et la qualité des services à la population.

De son côté, le 29 août 2018, l'équipe de La Vérif de Radio-Canada rapportait que selon une évaluation réalisée par le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la fonction publique uniquement, 15 000 employés réguliers devraient être embauchés au cours des 5 prochaines années.

Mes questions sont les suivantes :

- Le président du Conseil du trésor maintient-il l'engagement de sa formation politique de couper 5000 emplois dans la fonction publique au cours du présent mandat?
- Combien d'emplois dans la fonction publique seront coupés pour l'année financière 2019-2020? Combien pour les années suivantes?
- Combien de postes de fonctionnaires le président du Conseil du trésor compte-t-il couper dans chacun des ministères et secrétariats au cours du présent mandat, et pour chacune des années financières de celui-ci?
- Le président du Conseil du trésor remet-il en question l'évaluation réalisée par le Secrétariat du Conseil du trésor?

7) M. Ouellet (René-Lévesque) – **7 décembre 2018**
Au ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale

Le premier ministre s'est engagé à regrouper les centres de traitement de l'information (CTI).

Ma question est la suivante :

- Quels centres de traitement seront regroupés, et selon quel échéancier?

8) M. Ouellet (René-Lévesque) – **7 décembre 2018**
Au ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale

Le premier ministre s'est engagé à diminuer les dépenses en technologies de l'information (TI) et à en assurer une meilleure gestion.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelles sont les cibles du ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale pour chacun des ministères et secrétariats?
- Quels programmes et quels contrats seront révisés pour chacun des ministères et secrétariats?

9) M. Ouellet (René-Lévesque) – **7 décembre 2018**
Au président du Conseil du trésor

Le premier ministre s'est engagé à réduire les coûts d'approvisionnement en biens et services d'au moins 10 % pour l'État.

Mes questions sont les suivantes :

- Le président du Conseil du trésor maintient-il l'engagement de sa formation politique de réduire les coûts d'approvisionnement en biens et services d'au moins 10 % pour l'État dans le présent mandat?
- Quelles sont les cibles de réduction pour chacun des ministères et secrétariats? Selon quel échéancier?

10) M. Ouellet (René-Lévesque) – **7 décembre 2018**
Au président du Conseil du trésor

Le premier ministre s'est engagé à transférer 5000 postes de fonctionnaires en région.

Mes questions sont les suivantes :

- Le président du Conseil du trésor maintient-il l'engagement de sa formation politique de transférer en région 5000 fonctionnaires au cours du présent mandat?
- Quels ministères seront touchés?
- Quelles régions accueilleront ces 5000 fonctionnaires?

- Pour chacun des ministères, combien de fonctionnaires le gouvernement compte-t-il transférer en région et quel est l'échéancier, par région et par année financière?

14) M. Gaudreault (Jonquière) – **7 décembre 2018**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

La municipalité d'Albanel, au Lac-Saint-Jean, se trouve sans médecin depuis juin dernier. En conséquence, plus de 2000 patients orphelins doivent se rendre dans la ville voisine, à Dolbeau-Mistassini, pour voir un professionnel de la santé.

Ma question est la suivante :

Quand les citoyens d'Albanel et des alentours auront-ils accès à un médecin de famille dans leur municipalité?

15) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **7 décembre 2018**
À la ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Hydro Québec a lancé un appel d'offres en 2015 pour l'achat d'un bloc de 6 MW d'électricité à produire à partir d'un parc éolien devant être couplé à l'usine thermique de Cap-aux-Meules, aux Îles-de-la-Madeleine. Ce projet devait être réalisé sur des terres publiques, dans un habitat floristique protégé, sous la gestion de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine, dans le secteur de la Dune-du-Nord. L'implantation du parc éolien dans cet habitat protégé a fait l'objet d'une consultation publique du BAPE en mai 2017.

Depuis cette consultation, les promoteurs attendent la décision du gouvernement avant d'aller de l'avant. Diverses autorisations ont été demandées par les promoteurs, notamment celles, à la mi-septembre 2018, pour la construction de chemins et d'aires de travail. De même, un décret gouvernemental relatif à l'article 19 de la *Loi sur les espèces menacées et vulnérables* (LEMV) a été sollicité.

Notons qu'en mai 2018, Hydro-Québec (HQ) annonçait le projet de raccordement de l'archipel par câble sous-marin à son réseau intégré et complémentaire, ainsi que le développement d'un microréseau aujourd'hui encore non défini. Le raccordement, faisable selon HQ d'ici 2025, s'avérerait, en plus d'être avantageux financièrement, hautement efficace sur le plan de la réduction des gaz à effet de serre (GES) émis par la centrale thermique de Cap-aux-Meules.

De plus, les médias (Le Journal, *Hydro-Québec : 12 projets inutiles à 3,2 G$*, 15 novembre 2018) rapportaient, vers la mi-novembre 2018, que le projet de parc éolien Dune-du-Nord figurait au nombre des projets de développement éolien que le gouvernement estime inutiles et coûteux.

D'une part, les promoteurs du projet, la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ainsi que la Communauté maritime attendent impatiemment la décision du gouvernement. D'autre part, des groupes environnementaux, dont Nature Québec, demandent le rejet du décret gouvernemental.

Ma question est la suivante :

Est-ce que la ministre recommandera l'adoption d'un décret relatif à l'article 19 de la LEMV, tel que l'ont sollicité les promoteurs du parc éolien Dune-du-Nord, et selon quel échéancier la décision sera-t-elle rendue?

16) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le premier ministre s'est engagé à transférer l'équivalent d'un point de TVQ aux municipalités.

Mes questions sont les suivantes :

- Quand le gouvernement entend-il donner aux municipalités l'équivalent d'un point de TVQ?
- Quelles seront les modalités de ce transfert?

17) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Au cours des dernières semaines, nous avons appris, par le biais des médias, de nombreuses coupes dans le réseau des Universités du Québec, touchant particulièrement les établissements en région. Ces coupes résultent de la nouvelle formule de financement pour les universités, qui prive celles en région d'un financement alloué en reconnaissance de leur rôle régional.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre a l'intention de rehausser le financement des universités en région, en réintégrant l'enveloppe budgétaire qui reconnaissait leur importance, leur mission et leur rôle régionaux?
- Si oui, dans quel échéancier?

20) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Dans un article publié le 25 septembre dernier dans le journal *Le Devoir*, le premier ministre du Québec nous apprend qu'il s'engage à modifier le régime forestier afin que l'État puisse octroyer des droits de coupe pouvant aller jusqu'à une période de 10 ans à de gros joueurs de l'industrie.

Reconnaissant ensuite que les plus petits joueurs pourraient se trouver désavantagés si son gouvernement allait en ce sens, il persiste malgré tout, osant même dire que « les grandes entreprises forestières sont contraintes de partager la ressource forestière avec des coopératives ».

Devant l'incertitude suscitée par les propos du premier ministre, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs doit sans détour écarter cette possibilité.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le gouvernement va sacrifier l'avenir des coopératives forestières, qui créent et maintiennent des milliers d'emplois dans toutes les régions du Québec, pour satisfaire les multinationales?
- Le ministre peut-il s'engager à protéger l'accès à l'économie forestière aux coopératives québécoises, qui sont des acteurs clés dans toutes les régions du Québec?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 12 février 2019
Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale – *ministre de la Justice.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

b) 5 février 2019
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi – *députée d'Abitibi-Ouest.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans – *ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*.